

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

La Pandémie de la Covid-19 a accentué la crise sociale et économique connue par notre pays depuis plusieurs mois et clairement exposé les limites d'une gestion ultralibérale conduite depuis plusieurs années par les gouvernements successifs. La dérive autoritaire du Président de la République et de son gouvernement par la mise en œuvre de l'Etat d'Urgence Sanitaire, véritable Etat d'exception antidémocratique, traduit une volonté délibérée de continuer à mener une politique qui réduit nos droits, détruit nos services publics, s'attaque à notre protection sociale.



Dans cette période anxiogène de peur du virus et de privation de nos libertés, les agents des services publics, dont Pôle emploi, n'ont nullement cessé de travailler ; ils ont été contraints de s'adapter aux décisions, souvent incompréhensibles voire même contradictoires, du gouvernement en matière notamment de protection sanitaire et sont aux côtés de la population dans l'exercice de leurs missions.

Les plans sociaux annoncés à la fin du premier semestre 2020 et la mise en œuvre de l'activité partielle ont déporté le flux d'inscriptions attendu à Pôle emploi des travailleurs licenciés aux mois de février/mars 2021 dans un contexte de reprise pandémique. Les chiffres tant de Plan de Sauvegarde de l'Emploi que de cessations d'activité sont vertigineux.

La CGT Pôle emploi ne peut accepter qu'en seuls remerciements la Direction Générale ait décidé le versement d'une prime Covid sans critère objectif et délivrée à 20% du personnel puis d'une prime à tous (ou presque car présence exigée en décembre et ancienneté de 6 mois requise) ;

La CGT Pôle emploi ne peut accepter que seuls 2150 CDD de remplacement pour une durée de 18 mois aient été recrutés en septembre dernier pour répondre aux besoins de nos missions face à la crise économique attendue ;

La CGT Pôle emploi ne peut accepter que dans le cadre de la renégociation en cours sur notre mutuelle et notre prévoyance, la Direction Générale propose une cotisation en hausse pour des prestations en baisse. A charge pour les agents, s'ils souhaitent bénéficier d'une même couverture sociale, de contracter une mutuelle sur-complémentaire selon la DG ! La CGT Pôle emploi tient à préciser que notre employeur est l'unique responsable de la dégradation de nos conditions de travail et donc de la multiplication d'une partie des arrêts maladie.

Ce 4 février, les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, MNL, FIDL appellent l'ensemble des salariés, des agents, des privés d'emploi, des retraités, des jeunes à être en grève et à participer aux manifestations organisées sur l'ensemble du territoire pour défendre l'emploi, nos salaires et traitements, notre protection sociale.

Les agents de Pôle emploi ont toute leur place dans cette mobilisation car nous serons demain en première ligne. « Quoi qu'il en coûte » pour exercer nos missions, la CGT Pôle emploi exige :

- ⇒ **Une augmentation générale des salaires** par l'augmentation de la valeur du point d'indice pour les agents publics et la valeur du point pour les agents de droit privé ;
- ⇒ **La titularisation des collègues en CDD et le recrutement d'agents en CDI**, qualifiés et formés, en nombre suffisant pour répondre aux besoins de tous les usagers ;
- ⇒ **La réinternalisation de nos missions et l'arrêt de la sous-traitance ;**
- ⇒ **La mise en œuvre d'une Protection sociale de qualité** permettant de faire face aux aléas de la vie sans augmentation de coût pour les agents
- ⇒ **La réduction du temps de travail à 32h** sans perte de salaire pour travailler toutes et tous

CE 4 FEVRIER, TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS